

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA CULTURE NEERLANDAISE

F. 81 — 1795

18 SEPTEMBRE 1981

Arrêté royal portant création d'un Conseil supérieur
de la guidance psycho-médico-sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle, comme modifié;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1969 portant dédoublement du Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 7 août 1981;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 7 août 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgente nécessité de créer un Conseil supérieur en remplacement des dispositions de l'arrêté royal du 23 juin 1972 créant un Conseil de l'Orientation scolaire et professionnelle afin d'en élargir les missions, d'améliorer la représentativité des différentes instances et d'augmenter l'efficacité de son fonctionnement;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Éducation nationale et de Notre Ministre de la Communauté flamande et adjoint à l'Éducation nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I. — Création et mission

Article 1er. § 1er. Il est créé un Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale, ci-après dénommé le Conseil.

§ 2. Par les centres psycho-médico-sociaux, nommés dans cet arrêté, sont également visés les offices d'orientation scolaire et professionnelle, transformés en centres psycho-médico-sociaux après le 31 août 1981.

Art. 2. Le Conseil a pour mission :

de donner des avis au Gouvernement et (ou) au Ministre de l'Éducation nationale, soit à leur demande, soit de sa propre initiative, en toute matière concernant la guidance psycho-médico-sociale et l'orientation scolaire et professionnelle;

d'assister l'administration et de lui donner des avis pour l'application des lois, décrets, arrêtés et règlements relatifs au fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux;

de donner des avis dans les cas prévus par les lois et les arrêtés organiques des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE II. — Composition

Art. 3. Le Conseil est composé de vingt-deux membres effectifs. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

Art. 4. § 1er. Les membres effectifs et les membres suppléants sont choisis de manière à obtenir la composition suivante :

1. trois membres représentant respectivement les pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux de l'État, et des centres psycho-médico-sociaux officiels et libres subventionnés;
2. deux membres représentant les associations de parents reconnues comme représentatives par le Ministre;
3. trois membres représentant respectivement l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et l'enseignement spécial;

MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING
EN NEDERLANDSE CULTUUR

N. 81 — 1795

18 SEPTEMBER 1981. — Koninklijk besluit
tot instelling van een Hoge Raad
voor psycho-medisch-sociale begeleiding

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1962, tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1969 tot splitsing van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 7 augustus 1981;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 7 augustus 1981;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980, tot hervorming van de instellingen;

Gelet op de hoogdringendheid tot oprichting van een Hoge Raad, zodat in vervanging van de bepalingen van het koninklijk besluit van 23 juni 1972 tot instelling van een Raad voor Studie- en Beroepsoriëntering, de opdrachten kunnen verruimd, de representativiteit van de verschillende instanties verbeterd en de efficiëntie van de werking worden verhoogd;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding en van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Adjunct voor Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Oprichting en opdracht

Artikel 1. § 1. Er wordt een Hoge Raad voor de psycho-medisch-sociale begeleiding opgericht, in dit bestuur verder Raad genoemd.

§ 2. Met in dit besluit genoemde psycho-medisch-sociale centra worden eveneens de na 31 augustus 1981 tot psycho-medisch-sociale centra omgevormde diensten voor studie- en beroepsoriëntering bedoeld.

Art. 2. De Raad heeft tot taak :

de Regering en (of) de Minister van Nationale Opvoeding, hetzij op haar (zijn) verzoek, hetzij op eigen initiatief van advies te dienen voor alle aangelegenheden die betrekking hebben op de psycho-medisch-sociale begeleiding en op de studie- en beroepsoriëntering;

de administratie bij te staan en van advies te dienen bij de toepassing van wetten, decreten, besluiten en reglementen betreffende de werking van de door het Rijk opgerichte en gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

advies uit te brengen in de gevallen bepaald in de wetten en besluiten tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling

Art. 3. De Raad bestaat uit tweeëntwintig werkende leden. Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

Art. 4. § 1. De werkende en de plaatsvervangende leden worden derwijze gekozen dat de volgende samenstelling ontstaat :

1. drie leden vertegenwoordigen respectievelijk de inrichtende machten van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de officiële en de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;
2. twee leden vertegenwoordigen de ouderverenigingen die door de Minister als representatief erkend worden;
3. drie leden vertegenwoordigen respectievelijk het basisonderwijs, het secundair onderwijs en het buitengewoon onderwijs;

4. trois membres choisis en raison de leur compétence particulière;

5. sept membres choisis parmi le personnel technique des centres psycho-médico-sociaux, les fonctions suivantes étant nécessairement représentées :

- un conseiller-psycho-pédagogique;
- un auxiliaire social;
- un auxiliaire paramédical;
- un auxiliaire psycho-pédagogique;

6. un médecin attaché à un centre psycho-médico-social;

7. trois membres délégués par les organisations syndicales représentées au Comité de consultation syndicale du Ministère de l'Éducation nationale, au prorata d'un par organisation syndicale.

Ils cessent de faire partie du Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale dès que leur organisation syndicale ne les délègue plus.

§ 2. Les membres effectifs et les membres suppléants sont choisis de telle sorte que dans l'ensemble du Conseil il y ait parité entre les représentants des centres psycho-médico-sociaux officiels neutres d'une part et libres d'autre part.

Art. 5. Le Conseil peut faire appel à des membres consultatifs pour des problèmes qui relèvent de leur compétence.

CHAPITRE III. — La nomination, le mandat, la durée

Art. 6. Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Ministre de l'Éducation nationale.

Art. 7. Les nominations sont valables pour une durée de quatre années. Elles sont renouvelables.

Art. 8. Lorsqu'un membre effectif ou suppléant du Conseil perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné, ce membre cesse d'office de faire partie du Conseil.

Le membre nommé pour le remplacer, ou nommé à la suite de la démission d'un autre membre, achève le mandat de son prédécesseur.

CHAPITRE IV. — Bureau et Administration

Art. 9. Le Conseil élit un président, un vice-président et un secrétaire en son sein au cours de sa première séance et sous la présidence du doyen d'âge.

Le président, le vice-président et le secrétaire doivent appartenir à un secteur différent : soit le secteur de l'État, soit le secteur subventionné libre, soit le secteur subventionné officiel.

Tous les quatre ans, le mandat du président, du vice-président et du secrétaire changent de secteur en vue de permettre que chacun des trois mandats puissent être exercés à tour de rôle.

Au cours de la même première séance, le Conseil compose son Bureau du président, du vice-président, du secrétaire et de trois membres.

Pour la composition du Bureau, il sera tenu compte du principe de la parité énoncé à l'article 4, § 2 du présent arrêté.

Art. 10. Le secrétaire est assisté par un membre du personnel du Ministère de l'Éducation nationale désigné à cette fin par le Ministre. Outre une salle de réunion pour les séances du Conseil, la direction générale du Ministère de l'Éducation nationale met en permanence un local adéquat à la disposition du Bureau.

Art. 11. Le Conseil peut à tout moment constituer en son sein des commissions permanentes ou temporaires sous la présidence d'un membre désigné à cette fin par le Conseil.

Art. 12. En cas d'absence du président, la présidence est assurée par le vice-président. La même règle est applicable en cas d'absence du président d'une séance de commission.

CHAPITRE V. — Mode de fonctionnement

Art. 13. Le Conseil est convoqué par le président, soit à sa propre initiative, soit à la demande du Ministre de l'Éducation nationale, soit à la demande d'au moins trois membres du Conseil.

4. drie leden worden gekozen omwille van hun bijzondere bevoegdheid;

5. zeven leden gekozen onder het technisch personeel der psychomedisch-sociale centra, met dien verstande dat minstens de volgende ambten vertegenwoordigd zijn :

- één psycho-pedagogisch consultant;
- één maatschappelijk werker;
- één paramedisch werker;
- één psycho-pedagogisch werker;

6. één geneesheer verbonden aan een psycho-medisch-sociaal centrum;

7. drie leden afgevaardigd door de vakverenigingen die zitting hebben in de syndicale raad van advies van het Ministerie van Nationale Opvoeding, naar rato van één per vakvereniging.

Zij maken geen deel meer uit van de Hoge Raad voor de psychomedisch-sociale begeleiding zo hun vakvereniging ze niet meer afvaardigt.

§ 2. De werkende en de plaatsvervangende leden worden derwijze gekozen dat er voor het geheel van de Raad een pariteit bestaat tussen de vertegenwoordigers van enerzijds de officiële neutrale psychomedisch-sociale centra en van anderzijds de vrij psychomedisch-sociale centra.

Art. 5. De Raad kan beroep doen op raadgevende leden voor problemen waarvoor ze bevoegd zijn.

HOOFDSTUK III. — De benoeming, het mandaat, de termijn

Art. 6. De werkende en de plaatsvervangende leden van de Raad worden benoemd door de Minister van Nationale Opvoeding.

Art. 7. De benoemingen gelden voor een termijn van vier jaar. Ze zijn hernieuwbaar.

Art. 8. Wanneer een werkend of een plaatsvervangend lid van de Raad de hoedanigheid verliest op grond waarvan het werd aangeduid, houdt het lid van rechtswege op deel uit te maken van de Raad.

Ieder lid dat dienovereenkomstig of ten gevolge van het ontslag van een ander lid wordt benoemd, voltooit het mandaat van zijn voorganger.

HOOFDSTUK IV. — Bureau en Administratie

Art. 9. De Raad kiest in zijn schoot een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris tijdens de eerste vergadering voorgezeten door het oudste lid in leeftijd.

De voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris moeten tot een verschillende sector behoren : ofwel tot de rijkssector, ofwel tot de vrije gesubsidieerde sector, ofwel tot de officiële gesubsidieerde sector.

Om de vier jaar moet zowel het mandaat van voorzitter, dat van ondervoorzitter en dat van secretaris van sector verwisselen in die zin dat elk van de drie mandaten beurtelings aan elke sector toekomt.

Tijdens diezelfde eerste vergadering stelt de Raad zijn Bureau samen, bestaande uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en drie leden.

Bij de samenstelling van het Bureau wordt rekening gehouden met het pariteitsbeginsel zoals bepaald in artikel 4, § 2, van dit besluit.

Art. 10. De secretaris wordt voor zijn taken bijgestaan door een personeelslid van het Ministerie van Nationale Opvoeding dat daartoe aangewezen wordt door de Minister. Door het hoofdbestuur van het Ministerie van Nationale Opvoeding zal benevens een vergaderzaal voor de raadzittingen een geschikt lokaal permanent ter beschikking van het bureau gehouden worden.

daartoe door de Raad aangeduid lid.

Art. 11. De Raad kan ten alle tijde in zijn schoot vaste of tijdelijke commissies oprichten die voorgezeten worden door een

Art. 12. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de Raad voor gezeten door de ondervoorzitter. Dezelfde regel geldt voor de vervanging van de afwezige voorzitter bij een commissievergadering.

HOOFDSTUK V. — Werkwijze

Art. 13. De Raad wordt bijeengeroepen door de voorzitter, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van de Minister van Nationale Opvoeding, hetzij op verzoek van tenminste drie leden van de Raad.

La convocation doit être adressée aux membres au moins cinq jours ouvrables avant la réunion. Elle comprend l'ordre du jour.

Art. 14. Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres est présente.

Si le quorum requis n'est pas atteint, le Conseil peut, après reconvoication de tous les membres, délibérer valablement sur les points de l'ordre du jour de la séance précédente, quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 15. Le Conseil statue et donne ses avis à la majorité simple des voix. En cas de parité de voix, la décision ou l'avis est rejeté.

L'avis du Conseil est porté à la connaissance du Ministre de l'Éducation nationale par le Bureau.

Les membres mis en minorité à l'occasion d'un vote sur un avis peuvent faire acter leurs opinions ou propositions dans l'avis du Conseil.

Art. 16. Les procès-verbaux des séances reproduisent les opinions et propositions exprimées tant par la majorité que par la ou les minorités.

Art. 17. Pour le surplus, le Conseil règle ses travaux, ainsi que ceux du Bureau et des commissions éventuelles, au moyen d'un règlement d'ordre intérieur qu'il rédige et qu'il soumet pour approbation au Ministre de l'Éducation nationale.

CHAPITRE VI. — Budget, frais de voyage et de séjour

Art. 18. Les membres du Conseil ne reçoivent pas de jetons de présence.

Les membres du Conseil, de même que les membres consultatifs, ont droit à des indemnités de voyage et de séjour pour les réunions du Conseil, du Bureau ou des commissions aux conditions qui sont applicables au personnel de l'État. À cela les membres qui n'appartiennent pas de l'administration sont assimilés aux fonctionnaires du rang 13.

Art. 19. Le budget du Ministère de l'Éducation nationale prévoit un crédit annuel destiné à couvrir les frais de fonctionnement du Conseil sur la base d'une estimation présentée par celui-ci.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires et finales

Art. 20. À titre de mesure transitoire le Conseil de l'Orientation scolaire et professionnelle institué par l'arrêté royal du 23 juin 1972 continu à exercer ses attributions jusqu'à la date de l'installation du Conseil prévu par le présent arrêté royal.

Art. 21. Sont abrogés :

1. l'arrêté royal du 24 décembre 1954 réglant le fonctionnement du Conseil tel qu'il a été créé par l'arrêté royal du 24 octobre 1936 portant création d'un Conseil de l'Orientation professionnelle, en ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture néerlandaise;

2. l'arrêté royal du 23 juin 1972 portant création d'un Conseil de l'Orientation scolaire et professionnelle.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre de l'Éducation nationale, et le Ministre de la Communauté flamande et Adjoint à l'Éducation nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Éducation nationale,

W. CALEWAERT

Le Ministre de la Communauté flamande
et Adjoint à l'Éducation nationale,

G. GEENS

De uitnodiging moet aan de leden toegezonden worden ten minste vijf werkdagen vóór de vergadering en de agenda vermelden.

Art. 14. De Raad kan alleen geldig beraadslagen en beslissen wanneer ten minste de helft der leden aanwezig is.

Indien het vereiste quorum niet wordt bereikt, kan de Raad, op nieuwe uitnodiging van alle leden, geldig beraadslagen en beslissen over de op de agenda van de voorgaande vergadering vermelde punten, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 15. De Raad besluit en brengt advies uit bij gewone meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is het voorliggend besluit of advies afgewezen.

Het advies van de Raad wordt door het Bureau ter kennis gebracht van de Minister van Nationale Opvoeding.

De, bij een stemming aangaande een advies, in minderheid gestelde leden kunnen hun opinies of voorstellen in het advies van de Raad laten opnemen.

Art. 16. De notulen der vergaderingen vermelden de door de meerderheid en de door de minderheid of minderheden tot uitdrukking gebrachte opinies en voorstellen.

Art. 17. De Raad regelt verder zijn werkzaamheden evenals die van het Bureau en van eventuele commissies, volgens de bepalingen van een huishoudelijk reglement, door hem opgesteld en ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Nationale Opvoeding.

HOOFDSTUK VI. — Budget, reis- en verblijfkosten

Art. 18. De leden van de Raad ontvangen geen presentiegeld.

De leden van de Raad, alsmede de raadgevende leden, hebben recht op de vergoeding van reis- en verblijfkosten gemaakt voor de vergaderingen van de Raad, het Bureau of de commissies, onder de voorwaarden die van toepassing zijn op het rijkspersoneel. Hiertoe worden de leden van de Raad die niet tot de administratie behoren gelijkgesteld met de ambtenaren ingedeeld in rang 13.

Art. 19. Jaarlijks wordt op de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding een krediet uitgetrokken om de werkingskosten van de Raad te dekken, volgens een door de Raad voorgelegde raming.

HOOFDSTUK VII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 20. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft de Raad voor Studie- en Beroepsoriëntering ingesteld bij koninklijk besluit van 23 juni 1972 zijn bevoegdheden uitoefenen tot de dag waarop de bij het tegenwoordige koninklijk besluit ingestelde Raad is geïnstalleerd.

Art. 21. Worden opgeheven :

1. het koninklijk besluit van 24 december 1954 tot regeling van de werking van de Raad, zoals deze werd opgericht ingevolge het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende oprichting van een Raad voor Beroepsoriëntering, voor wat betreft het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur;

2. het koninklijk besluit van 23 juni 1972 tot instelling van een Raad voor de Studie- en Beroepsoriëntering.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 23. De Minister van Nationale Opvoeding en de Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Adjunct voor Nationale Opvoeding zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CALEWAERT

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap
en Adjunct voor Nationale Opvoeding,

G. GEENS